

Partir des innovations existantes pour concevoir un modèle économique viable et une société durable

Article pour la revue iBase - version courte

Pierre Calame

ARTICLE, Revue iBase, 28 juillet 2009, 5 pages (bip 3956)

Résumé

Le modèle actuel de développement n'est pas viable. Il faut engager une vaste stratégie de changement et pour cela mobiliser à la fois des innovateurs, des théoriciens, des généralisateurs et des régulateurs. Le présent article s'attache aux différentes innovations existant en partant de l'idée que mises ensemble, elles commencent à préfigurer une alternative globale. Ces innovations sont de quatre catégories :

1. D'une économie d'accumulation à une économie du bonheur
2. Vers une économie responsable, plurielle et solidaire
3. Quand l'économie devient économe
4. Vers l'écologie territoriale et une société d'utilisation à partir d'un autre angle d'approche

Mots-clés thématiques : UNE AUTRE ÉCONOMIE; STRATÉGIE DE CHANGEMENT; INNOVATION SOCIOÉCONOMIQUE; PROCESSUS D'INNOVATION; DÉVELOPPEMENT DURABLE

Mots-clés géographiques : MONDE

Mots-clés méthodes : DIFFUSION DES IDÉES ET PROPOSITIONS

Réf. : *intranetfph/bip/3956, C2d1 - Stratégies de diffusion par des documents audiovisuels et écrits*

Depuis plus de vingt ans, une prise de conscience s'opère : notre modèle actuel de développement n'est pas viable à long terme. 20 % seulement de la population mondiale jouissent d'un niveau de vie matériel auquel tous les autres aspirent et déjà la consommation totale de nos sociétés n'est pas compatible avec le maintien des grands équilibres écologiques de la planète. Qu'en sera-t-il quand tous en jouiront ? Mais comment refuser à ces 80 %, qui n'ont eu jusqu'à présent que les miettes du festin de la consommation de s'asseoir à leur tour à la table ? Tout le monde commence à s'affoler. Le réchauffement climatique s'annonce plus rapide et plus fort qu'on ne l'avait imaginé. Mais cet affolement ne règle rien. Les grands pays dit émergents, à commencer par le Brésil et la Chine ne voient pas pourquoi ils devraient sacrifier leur développement pour maintenir le mode de vie des pays riches et cela sert à justifier le pillage des forêts. Et chacun de se renvoyer la responsabilité. Pire, comme le montre la crise financière et économique mondiale actuelle, tout le monde s'affole quand la croissance mondiale se ralentit. Chaque pays y va de son plan de relance. L'économie actuelle a une seule pédale pour le frein et l'accélérateur. D'un côté, il faut freiner pour éviter la catastrophe du changement climatique et de l'autre il faut accélérer pour éviter la catastrophe sociale. Mais la seule pédale reste celle de la monnaie. On mesure la consommation d'énergie et la consommation de travail humain avec les mêmes unités de compte, les mêmes dollars !

Chacun sait qu'il faut engager une vaste transition qui suppose une nouvelle conception de l'économie. Mais, comment conduire une aussi vaste stratégie de changement. Dans un livre intitulé « Essai sur l'oeconomie », en utilisant l'orthographe ancienne, « oeconomie » et non « économie » pour rappeler que le mot voulait dire en grec « les règles de gestion du foyer, de l'espace domestique », j'ai cherché à comprendre ce qu'il faudrait pour organiser une telle stratégie de changement. J'ai montré en particulier qu'il fallait faire coopérer entre eux quatre types d'acteurs qui s'ignorent le plus souvent : des innovateurs, qui bricolent des solutions nouvelles pour répondre à une situation qui leur paraît inacceptable ; des théoriciens, capables de repenser tout le système ; des généralisateurs, capables de transformer des expériences et des réflexions à petite échelle en un processus plus vaste ; des régulateurs enfin, en général les pouvoirs publics, capables de modifier le contexte dans lequel agissent les uns et les autres.

Je m'attacherai ici à l'une des catégories : les innovateurs. Nombreux sont, par le monde, ceux qui ne se résignent pas à l'absurde. Ils sont des précurseurs. Ils ne prétendent pas repenser tout le système mais quiconque veut concevoir des voies nouvelles doit prêter une grande attention aux innovateurs.

On peut retenir aujourd'hui quatre grandes directions d'innovation : de l'économie de l'accumulation à une économie du bonheur ; vers une économie responsable, plurielle et solidaire ; quand l'économie devient économe ; vers l'écologie territoriale et une société d'utilisation.

1. D'une économie d'accumulation à une économie du bonheur.

Il est arrivé en économie ce qui arrive dans bien des oeuvres humaines : les moyens finissent par l'emporter sur les fins. Si la poursuite du bonheur pour tous était bien le but assigné à l'économie, l'accumulation de richesses matérielles en est devenu le moyen presque unique. Avec cette méthode, le bonheur a fini par ressembler à l'horizon qui s'enfuit chaque fois que l'on veut se rapprocher de lui ! Y a-t-il encore une relation entre l'enrichissement des sociétés et leur bonheur ? Un ensemble de recherches a montré que depuis 30 ou 40 ans la croissance constante du produit intérieur brut par habitant s'accompagne d'une stagnation du sentiment de bonheur, de bien être. Ces recherches montrent en outre que le degré de bonheur dans des pays disposant de la même richesse par habitant peut être extrêmement différent. On se rend compte, par exemple, que ce n'est pas seulement la quantité de production qui compte mais aussi la manière

de produire. La cohérence entre ce que l'on fait et ce à quoi on croit, la richesse de la vie sociale, le plaisir pris à la vie sont plus déterminants que la richesse matérielle. Il faut donc revenir aux finalités mêmes de l'activité économique, nous dit ce premier type d'innovateur.

2. Vers une économie responsable, pluriel et solidaire.

Le second courant, fait d'innovation au départ diversifiées, morcelées, prend petit à petit conscience de sa cohérence et de la complémentarité d'innovations nées séparément mais toutes en réaction à une économie dominante, internationalisée qui, au nom des économies d'échelle et du partage international du travail, produisait beaucoup d'exclusion sociale ou maintenait dans la misère certains des acteurs du processus international de production, restés anonymes aux yeux du consommateur final. Je retiendrai ici quatre mouvements : le micro-crédit ; les monnaies complémentaires ; le commerce équitable ; le renouveau de l'économie sociale et solidaire.

Le micro-crédit. Les systèmes de crédit mutuel communautaire existent, sous des noms divers, dans la plupart des sociétés : on se fonde sur les liens sociaux et le contrôle social que permettent ces liens pour aider tour à tour ceux qui en ont besoin. Le mérite de l'économiste Mohamed Yunus, du Bangladesh, récent Prix Nobel de la paix, a été de théoriser ces pratiques et de leur donner une grande visibilité sur la scène internationale, leur permettant de se développer à grande échelle. Il a fait mentir l'adage « on ne prête qu'aux riches ». Là où les riches, pour obtenir du crédit, mettent en gage leur patrimoine, les pauvres, par le micro-crédit, engagent leur honneur vis à vis de leurs proches. Derrière cette innovation, Mohamed Yunus a montré que dans un système mondialisé le développement appelait la combinaison d'initiatives menées à la base.

Les monnaies complémentaires, de leur côté, réagissent à l'absurdité d'une économie qui se prétend efficace et qui laisse pourtant coexister, dans les mêmes lieux, sur le même territoire, des bras ballants et des besoins non satisfaits. Quand l'économie, dont c'est pourtant logiquement le rôle, ne parvient pas à assurer cette mise en connection des capacités et des besoins, il faut trouver d'autres méthodes. On a alors redécouvert, au départ à toute petite échelle, les systèmes d'échange de temps de travail. Par exemple en Argentine, au moment de la crise économique des années quatre vingt dix, s'est développé un système de troc généralisé qui, de proche en proche, a mobilisé plus d'un million de personnes. Cette innovation, elle non plus... n'avait rien de nouveau. Elle avait pris naissance en Autriche, un siècle auparavant, également en situation de crise. Et, en remontant plus loin, on s'aperçoit qu'il y avait au Moyen Age, en Europe, coexistence de plusieurs types de monnaie, l'une réservée aux échanges locaux et qu'il était impossible de thésauriser, l'autre réservée à des échanges plus lointains et à la constitution de réserves. Au-delà du nombre modeste de personnes bénéficiant de ces monnaies complémentaires et de l'importance limitée des flux d'échange qu'elles engendrent, cette innovation permet une nouvelle vision de la monnaie.

Troisième innovation, le commerce équitable. Ce concept vient au départ de la prise de conscience de consommateurs des pays riches que leur consommation en café, en bananes, en jouets, en ordinateurs était permise par des systèmes internationaux de production dans lesquels les producteurs de base n'obtenaient que des miettes du gâteau qu'ils contribuaient à mettre sur la table, étaient même parfois des enfants ou des adultes pratiquement réduits en esclavage. Pour ces consommateurs, la contradiction était flagrante entre leurs valeurs, souvent pétries de Christianisme social, et la réalité de l'impact de leur consommation. Ils ont aussi pris conscience de leur ignorance des grandes chaînes internationales de production qui aboutissaient aux produits qu'ils achetaient. Le système de production est le fondement d'une interdépendance, donc d'une potentielle solidarité entre producteurs, distributeurs et consommateurs mais le système économique actuel rompt ce lien en le renvoyant dans l'anonymat. Ces consommateurs ont alors découvert que les actes de consommation avaient plus d'importance encore que le

bulletin de vote, qu'une citoyenneté économique était aussi importante qu'une citoyenneté politique. Le mouvement est resté longtemps marginal mais, il a créé progressivement de nouvelles références dans la tête des consommateurs. L'exigence de traçabilité (connaissance des étapes et des facteurs de la production) ne portait il y a encore vingt ans que sur ce qui déterminait la qualité du produit. Elle englobe maintenant les conditions mêmes de production.

Enfin, quatrième innovation, on observe à la fois un renouveau des anciennes structures d'économie sociale, comme les grandes coopératives et mutuelles, et l'émergence de nombreuses initiatives dites d'économie solidaire privilégiant l'auto organisation. Le propre de toutes ces initiatives est de refuser l'idée que les entreprises ont pour seule vocation de faire du profit, de s'intéresser tout autant à la nature de la richesse créée, à sa répartition et au droit, pour chaque participant au processus de production, de ne pas être un simple exécutant mais d'être aussi un acteur.

3. Quand l'économie devient économe.

Ce troisième courant d'innovation, stimulé par les crises pétrolières de 1974 et de 1980, part du constat que pendant des décennies la croissance de la richesse s'est accompagnée d'une croissance proportionnelle des consommations d'énergie et de matière. C'est ce lien qu'il fallait rompre. C'est ce que l'on appelle le découplage : grâce à une meilleure « efficacité énergétique » il faut produire plus de richesse et de bien être avec moins d'énergie et de matières premières. Dit ainsi, cela semble évident mais il faut se souvenir que les acteurs les mieux organisés, entreprises pétrolières, sociétés de production et de distribution d'électricité, entreprises de chauffage collectif, bâtisseurs et même constructeurs d'automobiles ont tous, à un titre ou à un autre, intérêt à ce que la gaspillage continue : ils sont souvent rémunérés à l'énergie produite et vendue ou ont intérêt, comme les bâtisseurs, à offrir les produits les moins chers possible quitte ensuite à ce que les propriétaires ou locataires subissent des coûts de chauffage ou de climatisation élevés ou encore, comme les producteurs d'automobiles se livrent à une course à la puissance.

On peut dire qu'en 2009, si les actes ne sont pas encore à la hauteur des discours, la prise de conscience de la nécessité du découplage est là. Néanmoins, comme en matière de commerce équitable, le mouvement est freiné par la formidable ignorance où nous sommes de l'énergie et des matières premières incorporées dans ce que nous consommons.

L'intérêt que cette économie devenue économe est aussi de nous ramener à une approche plus concrète de la production et de l'échange. On sait, par exemple, que l'essentiel de l'efficacité énergétique tient à l'organisation des territoires, aux dépenses de transport, aux dépenses de chauffage ou de climatisation des logements. Cela redonne un espace d'initiative considérable au plan local.

4. Vers l'écologie territoriale et une société d'utilisation.

C'est un autre angle d'approche. On s'est intéressé d'abord aux échanges qui peuvent exister entre industries localisées sur le même territoire. Chacune absorbe de l'énergie et des matières premières puis rejette des déchets. Chacune fonctionne séparément de l'autre. Pourquoi, se sont dit les promoteurs de l'écologie industrielle, ne pas raisonner en s'inspirant des écosystèmes naturels ? Dans un écosystème complexe, le maximum de bénéfice est tiré des apports de l'énergie solaire à travers des systèmes d'échanges complexes entre tous les éléments de l'écosystème. Et plus un écosystème est riche, plus les cycles d'échanges se ferment, le déchet de l'un devenant la matière première de l'autre. C'est ainsi qu'ont été mis en place les premiers systèmes de « symbiose industrielle » où l'on recherchait des complémentarités entre des activités de production sur un territoire. Ces premières initiatives ont fait elles aussi prendre conscience de

la très mauvaise connaissance que l'on avait de l'insertion de l'activité humaine dans les écosystèmes.

Cette réflexion a débouché sur ce que l'on appelle « la société d'utilisation ». C'est là aussi une vieille idée remise au goût du jour. Depuis très longtemps certains s'indignaient de ce que l'on appelle « l'obsolescence incorporée dans les produits industriels ». La société d'utilisation prend le contre pied de cette tendance. Si, pour parvenir à une société durable, il faut à la fois que chacun trouve une activité, expression de son utilité vis à vis des autres, et que l'on économise de la matière et de l'énergie, il **faut passer du tout jetable au tout réparable**. Plus généralement, il faut systématiquement **remplacer des biens par des services**. Cela suppose une toute autre conception des produits industriels. Ils doivent être modulaires au lieu d'être intégrés et cela fait **de la création de normes un véritable bien commun**.